

Rapports de comités

Mme Sparrow: Vous faites erreur.

M. Waddell: Cette raison suffit pour que les Canadiens rejettent l'accord commercial Mulroney-Reagan. Si le Canada ne se réveille pas, nous paierons les prix les plus élevés au monde durant la prochaine crise de l'énergie. Peut-être même qu'il faudra faire la queue aux pompes à essence, comme cela s'est produit en Californie en 1972.

Lorsque M. Lougheed, ancien premier ministre de l'Alberta, a comparu devant le comité chargé d'étudier l'accord commercial Mulroney, il a énoncé très clairement sa position. Il a dit: «Le plus gros avantage de l'accord, c'est qu'il empêcherait un gouvernement fédéral de jamais réinstaurer un Programme énergétique national... C'est très bien de vouloir ramener la politique nationale de l'énergie, mais ce n'est plus possible... Avec cet accord, c'est le marché qui décidera des prix.» C'est très intéressant.

M. John Mercier, président d'une petite entreprise pétrolière, a également comparu devant le comité. Il a déclaré que «si notre ancien premier ministre, Peter Lougheed, a effectivement dit que l'Accord de libre-échange est bon pour l'Alberta parce que nous n'aurons jamais un autre programme énergétique national, cela me troublerait réellement. S'il le pense vraiment, il s'est rangé du côté de ceux qui affirment que la Confédération est vouée à l'échec. Plutôt que de nous engager dans une bataille avec l'Ontario pour défendre les droits de l'Alberta,»—il s'agit ici de la lutte que se livrent les provinces canadiennes en ce qui concerne la politique en matière d'énergie et le contrôle des prix—«allons-nous essayer d'attribuer le pouvoir à un administrateur de Washington?» En d'autres mots, le premier ministre albertain Peter Lougheed disait au comité qu'il préférerait traiter avec Washington plutôt qu'Ottawa.

M. McDermid: C'est totalement faux et vous le savez.

M. Waddell: C'est ce qu'il a voulu dire. M. Ralph Loffmark, personnage de marque de la Colombie-Britannique et ancien ministre dans le gouvernement de W.A.C. Bennett, a comparu lui aussi devant le comité. Il a déclaré: «J'ai du mal à comprendre pourquoi les résidents de l'Alberta prétendaient que cette politique du prix uniforme était injuste à leur endroit. Mais mettons que cette politique ait été injuste pour eux.» Il s'est demandé comment diable on pouvait s'opposer au Programme énergétique national mis en oeuvre il y a quelques années au point de l'abolir, à ce qu'on sache, pour, peu de temps après, en adopter un qui soit identique. Seulement, ce ne sont plus les Ontariens qui achèteront du pétrole et du gaz naturel à bon marché, mais bien les Américains.

● (1200)

M. McDermid: C'est absolument faux.

M. Waddell: Libre au député de penser ce qu'il veut, mais voilà ce que soutient Ralph Loffmark qui fut ministre de l'Énergie et de l'Économie sous le régime Bennett, en Colombie-Britannique.

Attardons-nous quelque peu à l'Accord de libre-échange. Aux termes de l'article 901, l'accord englobe pratiquement

tous les produits énergétiques: pétrole, gaz naturel, charbon, électricité et uranium. Aux termes des articles 902 et 903, le Canada renonce essentiellement à son droit de prescrire des prix minimum à l'exportation ou à l'importation et d'imposer des taxes ou des quotas à l'exportation dans le cadre de sa politique énergétique. En fait, le Canada s'apprête à subventionner les États-Unis. Nous allons vendre à ce pays nos ressources les plus accessibles, le pétrole et le gaz naturel, dont le prix sera fixé sur le marché américain. Nous serons obligés, à la longue, de trouver des produits de remplacement qui nous coûteront beaucoup plus cher. Il est évident que le Canada ne sera pas maître de sa politique énergétique.

Voilà le hic. Les conservateurs ne veulent pas d'une politique établie au Canada. C'est ce que préconise, par contre, l'opposition. Au lieu de faire ouvertement campagne contre une politique énergétique canadienne dans l'espoir de remporter les élections, ce qui nous aurait permis de soutenir le contraire et, une fois élus, de mettre cette politique en oeuvre, les conservateurs contournent donc la question au moyen de l'accord de libre-échange. Si jamais l'opposition est portée au pouvoir, elle sera incapable d'établir une politique énergétique canadienne à cause de l'accord conclu avec les États-Unis. Nous en serions empêchés. C'est pourquoi les conservateurs tiennent tant à cet accord. Ils veulent donner un caractère permanent à leurs politiques.

Les conservateurs sont en train de fixer les règles du jeu. Il s'agit d'un jeu tout à fait à nouveau. En fait, ils se joignent aux États-Unis et abandonnent la souveraineté canadienne.

M. McDermid: Il existe une clause de résiliation de six mois. Jouez donc franc jeu avec les gens pour changer.

M. Waddell: Une clause de résiliation de six-mois? Je ne manquerai certes pas de jouer franc jeu avec les gens.

M. McDermid: Dites-le leur alors. Si vous preniez le pouvoir, et le Ciel nous en préserve, vous pourriez résilier cet accord.

M. Waddell: Vous pourrez prendre la parole plus tard.

M. McDermid: Racontez-leur toute l'histoire.

M. Waddell: Vous voulez l'entendre, toute l'histoire, oui ou non? Je suis en train de la raconter.

M. McCurdy: Il fait chaud dehors, mais il va faire encore plus chaud en dedans dans un instant.

M. Riis: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Certains commentaires du député de Vancouver-Kingsway valaient la peine d'être entendus et le secrétaire parlementaire a certaines remarques importantes à faire lui aussi. Il pourra se faire entendre dans quelques instants s'il veut bien patienter un peu.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Le député a eu bien de la chance de pouvoir entendre ce que disait le député de Vancouver-Kingsway. La présidence a bien du mal à entendre à cause de la conversation qui se déroule des deux côtés de la Chambre. Le député de Vancouver-Kingsway a la parole.